Immigration, le grand embrouillement

Plutôt que controverses et fantasmes, le sujet des migrants et des migrations mérite qu'on lui accorde davantage de raison.

par Julien Damon

Les dénonciateurs d'un grand remplacement dévastateur s'opposent aux promoteurs d'un sans-frontiérisme intégral. Dans ce contexte de controverses explosives, les migrants captent aujourd'hui toute l'attention. Or le terme ne veut presque rien dire. Il s'est imposé récemment pour désigner des situations très différentes. Il en va ainsi des travailleurs immigrés exerçant en toute légalité, mais aussi des demandeurs d'asile, des déboutés de ce droit d'asile, des réfugiés qui se sont vu accorder ce statut, des sans-papiers ne l'ayant jamais demandé. La terminologie militante entretient la confusion, amenant aussi de nouveaux mots comme *«exilés»*. Ce vocabulaire empêche la clarté et accompagne une certaine sidération liée aux perspectives rituellement avancées. Ainsi, les migrations, nous dit-on, n'en seraient qu'à leur commencement. Inerties démographiques, changement climatique et instabilité géopolitique commanderaient de grands mouvements de population encore à venir et appelleraient la France à se préparer à de nouveaux afflux. L'inéluctabilité migratoire relève cependant du propos idéologique visant à faire frémir. Il n'est écrit nulle part que tel ou tel pays doive forcément devenir le réceptacle des désordres du monde. Le sujet des migrants et des migrations ouvre par ailleurs systématiquement sur des accusations réciproques de cécité xénophile ou d'ostracisme xénophobe. On s'envoie à la figure arguments d'autorité et noms d'oiseaux.

Les chiffres font l'objet de toutes les contorsions possibles, soit pour soutenir que l'invasion est un fantasme, soit pour dire que la submersion est cachée. Au-delà des classiques données Ined ou Insee, d'autres sources apportent des informations nettes. Du côté du Secours catholique, en 2017, 42 % des personnes accueillies étaient étrangères (dont une minorité avec des papiers en règle) contre 18 % en 1995. Du côté des hébergement d'urgence en Ile-de-France, en février 2018, les adultes non ressortis-

L'inéluctabilité migratoire relève du propos idéologique visant à faire frémir.



L'attaque du 101e corps de ballet.

ILLUSTRATION : JEAN POUR « LE POINT »

sants de l'Union européenne comptaient pour 76 % du total, en forte progression depuis 2015 (53 %). En un mot, le sujet des sans-abri est objectivement devenu de plus en plus un sujet de sans-papiers. Les campements dits de migrants, qui défraient la chronique dans le nord-est de Paris et dans la plupart des métropoles, abritent des populations bigarrées de sans-papiers mais aussi de réfugiés et de demandeurs d'asile – signe des difficultés à gérer convenablement la demande d'asile comme de l'incapacité à traiter efficacement les cas des clandestins et des déboutés.

Les débats se déploient dans un environnement surtout nourri d'invectives, sans se comparer dans le concert des nations. L'aide médicale de l'Etat (AME), destinée aux étrangers en situation irrégulière, fait ainsi l'objet d'attaques réitérées et de louanges réaffirmées. Mais qui est seulement capable de dire si un tel mécanisme existe ailleurs dans l'Union européenne ? En un mot, la question des migrations appelle moins d'émotion et bien davantage de raison et de comparaison. Le thème est certainement incandescent. Mais Emmanuel Macron voit juste lorsqu'il estime qu'il faut l'aborder frontalement ■

L'Allemagne, meilleure ennemie de l'Europe ?

Le pays a succédé au Royaume-Uni comme opposant systématique à la réforme de l'Union.

par Nicolas Baverez

L'Allemagne s'est reconstruite après la Seconde Guerre mondiale autour de la démocratie, de l'économie sociale de marché, de la garantie de sécurité américaine et de la construction européenne. Après la chute du mur de Berlin, elle a recouvré son unité et sa souveraineté tout en reconnaissant les frontières héritées de 1945 et en réaffirmant son ancrage européen avec la création de la monnaie unique. Du fait du décrochage de la France, elle a imposé son leadership et a piloté, sous l'autorité d'Angela Merkel, la gestion de la crise de la zone euro.

La brutale accélération de l'Histoire a créé une nouvelle donne. La construction communautaire est menacée de désintégration par le Brexit. Son grand marché de 450 millions de consommateurs devient la variable d'ajustement de la confrontation entre Etats-Unis et Chine. Son appareil de production peine à s'adapter à la révolution numérique et à la transition écologique. Son intégration est contestée par les mouvements populistes. Enfin, la disparition de la garantie de sécurité que les Etats-Unis lui apportaient à travers l'Otan la laisse désarmée devant les ambitions de puissance des démocratures et le fanatisme des djihadistes.

L'Union européenne n'a jamais été plus nécessaire pour faire face aux empires et répondre aux défis du XXIe siècle. Mais sa survie passe par une profonde refondation. Et celle-ci se trouve paralysée par l'Allemagne, qui a succédé au Royaume-Uni comme opposant systématique à la réforme de l'Union. Le déni des transformations du monde et le crépuscule politique d'Angela Merkel font aujourd'hui de l'Allemagne le pays qui dit non à l'Europe.

Non au rééquilibrage de la politique économique de la zone euro. Celle-ci est actuellement menacée d'une stag-déflation à la japonaise avec une croissance réduite à 1,1 % et une inflation de 1,2 %. L'Allemagne elle-même frôle la récession à la suite de la chute de la production industrielle de plus de 5 % en un an et du recul de ses exportations. Sa situation est idéale pour une relance budgétaire. Elle en a les moyens en raison des excédents budgétaires accumulés depuis 2014 et d'une dette publique ramenée à 56 % du PIB. Pourtant, Angela Merkel s'accroche au dogme du *Schwarze Null* ou déficit zéro, et ce en dépit de conséquences désastreuses. D'une part, l'absence de soutien budgétaire des Etats contraint la BCE à faire feu de tout bois pour dynamiser l'activité, au prix de taux négatifs qui détruisent la finance européenne. D'autre part, les réserves accumulées par l'Allemagne avec son excédent commercial de 7 % du PIB s'investissent non en Europe mais dans l'achat de bons du Trésor américains. Berlin succède à Pékin comme premier financeur des Etats-Unis au moment même où Donald Trump fait de l'automobile allemande une cible prioritaire de sa guerre commerciale.

Non à l'assainissement des banques. L'Allemagne cultive le déni sur la situation critique de son système bancaire, entre la débâcle de Deutsche Bank – gigantesque *hedge fund* – et le défaut larvé des *Sparkassen* et autres *Landesbanken*. Loin de les restructurer et de les recapitaliser, à l'image de l'Espagne et de l'Italie, elle fait pression sur les institutions européennes pour les faire échapper au cadre comptable et prudentiel de droit commun. Les banques allemandes constituent ainsi un risque systémique pour la zone euro en cas de nouveau choc financier.

Non à la révision des règles du grand marché et de la stratégie énergétique européenne. En dépit de l'effondrement de l'industrie européenne des télécommunications et de son éviction du numérique, l'Allemagne reste divisée sur une stratégie interventionniste et une révision des règles de la concurrence en Europe. Surtout, la stratégie énergétique que l'Allemagne a imposée à l'UE a fait exploser les prix de l'énergie tout en bloquant la diminution des émissions. La priorité donnée à la sortie du nucléaire a conduit à un recours massif au charbon dont l'arrêt à l'échéance de 2038 n'est nullement assuré, compromettant l'objectif d'une diminution des émissions de 55 % d'ici à 2030. Par ailleurs, la volonté de protéger l'industrie automobile allemande a paralysé la transition écologique dans le domaine des transports.

Non à une politique européenne de l'immigration. Angela Merkel a décidé unilatéralement en 2015 de s'affranchir du règlement de Dublin et des accords de Schengen, puis pris l'initiative d'un accord avec la Turquie pour bloquer l'afflux des réfugiés. En affichant le besoin de 260 000 immigrés par an pour stabiliser sa population à 82,3 millions d'habitants, l'Allemagne a donné du crédit à la thèse absurde du « grand remplacement » et formidablement accéléré le renouveau de l'extrême droite sur tout le continent. Elle a, par ailleurs, mis un terrible moyen de chantage entre les mains de Recep Tayyip Erdogan, qui ne manque pas de s'en servir : après avoir empoché 3 milliards d'euros par ■■■

Le modèle allemand est en apesanteur face à la démondialisation.